

**La formation des enseignants dans le débat scolaire aux États-Unis**

Holmes Group. — *To Morrow Teachers*. — East Lansing: Holmes Group Inc., 1986. — 96 p.

Carnegie Forum on Education and the Economy. — *A Nation Prepared: Teachers for the 21st Century*. — Washington, D.C.: The Carnegie Forum 1986. — 80 p.

Depuis les années 40 les États-Unis connaissent un débat scolaire incessant qui a culminé à la fin des années 50, avec le grand choc du « spoutnik ». L'avance technologique de l'URSS dans la course à l'espace, relança les critiques contre le système scolaire, auquel on attribua cette humiliation. Les enseignants furent désignés comme les principaux responsables de cette situation, et l'on mit en chantier une réforme de leur formation, dont le rapport Conant (1) reste le témoin le plus notable. Ses principales recommandations restèrent lettre morte, notamment la formation initiale universitaire des enseignants, ainsi que la revalorisation de leur fonction.

Vingt ans plus tard, un nouveau rapport déclenche un sèisme en déclarant « la nation en danger », ni plus ni moins, en assimilant « le désastre des écoles américaines » à une défaite militaire (Rapport Gardiner: « A Nation at Risk ») (2). Chaque fois que la qualité de l'enseignement est mise en cause, on se tourne naturellement vers la formation des enseignants. C'est ce qu'ont fait les deux rapports Holmes et Carnegie qui s'accordent pour souligner la gravité et la profondeur du problème et convergent dans leur diagnostic qui fait de la déficience enseignante, le « mal principal » qu'il faut en priorité traiter.

La « fuite des enseignants et les difficultés de recrutement en constituent le symptôme le plus évident », que chacun des deux rapports met en exergue avant de s'attaquer à « la maladie scolaire endémique » que connaît le pays.

Le rapport Holmes, issu d'un groupe de travail formé de doyens de faculté d'éducation aboutit à huit propositions principales:

1. La formation universitaire des enseignants devra être intégrée à la formation générale académique, en même temps que la dominante en éducation sera supprimée dans les formations de 1<sup>er</sup> cycle

---

(1) CONANT (J.A.). — *The education of american teachers*. — New York: Mc Grew Hill, 1963.

(2) National Commission on Excellence in Education. — *A Nation at risk*.

(4 premières années dites « Under graduate »). Les doyens reprennent ici une des propositions Conant, qui arrachait aux sciences de l'éducation leur prérogative dans la formation de base.

La formation pédagogique reste secondaire et appliquée à une matière générale unique dans cette première phase. La seconde doit aboutir à un master's degree, portant à cinq ans la formation, suivie d'une année rémunérée de stage (« en internat »).

2. Les universités doivent entretenir des liens privilégiés avec des écoles d'application, qui fourniront tout à la fois le terrain pratique, et des enseignants experts, maîtres de stages qui pourront enseigner « la clinique » en situation et à l'université (le modèle est ici à l'évidence la formation des médecins).

3. Il faut faire des écoles un lieu d'apprentissage non seulement pour les élèves mais aussi pour les enseignants. Ceux-ci y auront davantage de responsabilités et d'autonomie, et pourront travailler en équipe.

4. Une nouvelle hiérarchie professionnelle doit être mise en place en même temps que la réforme de la formation. Au plus haut degré de compétence, on trouvera les « enseignants professionnels de carrière », leurs résultats exceptionnels et des études spécialisées les désigneront à des responsabilités au niveau de l'établissement scolaire et de leur classe (20 % de l'ensemble).

Les enseignants professionnels les plus nombreux seront formés au niveau d'un master et encadreront la 3<sup>e</sup> catégorie : des enseignants novices (instructeurs) détenteurs d'une certification provisoire.

5. Cette restructuration professionnelle reposera sur un recrutement conditionné par un examen vérifiant des acquis de base. Aucun enseignant ne pourra exercer sans le minimum d'un B.A. et d'une expérience pratique d'un an.

6. Le métier actuel d'enseignant centré sur le cours évoluera vers un nouvel axe constitué par les apprentissages des élèves. Un enseignement interactif ne peut se limiter à la transmission de savoirs, mais s'assure de son efficacité dans toutes ses composantes au niveau des élèves.

7. La professionnalisation du métier sera accentuée, avec intégration de la dimension clinique à tous les niveaux. La compétence sera évaluée en trois éléments :

- maîtrise de la matière,
- connaissance de l'enseignement,
- pratique éclairée du métier.

8. Il faut former des enseignants reflétant la composition multiculturelle de la société américaine. La promotion des étudiants issus des minorités devra être assurée afin de donner aux jeunes de toutes origines des enseignants partageant leur culture.

La cohérence du rapport Holmes repose sur la mobilisation de la force de recherche des universités américaines (qui n'étaient pas jusqu'alors partie prenante dans la formation des enseignants), et l'édification d'une carrière enseignante qui devrait permettre une meilleure rétention. Le rapport Carnegie va plus loin encore dans cette logique carriériste, à partir d'un diagnostic plus alarmant.

Dans une longue introduction-bilan les rapporteurs dressent un tableau sans complaisance des faiblesses économiques du pays, de la dégradation des idéaux démocratiques de la Nation, qui n'assure plus l'égalité des chances face à l'école et compromet la citoyenneté. Ce sont donc les fondements mêmes de « l'américanité » que les défaillances du système scolaire mettent en danger.

Les changements préconisés sont à la mesure de cette déroute, il ne s'agit pas de replâtrer le système mais de le reconstruire.

1. Le métier d'enseignant doit devenir une vraie profession : partant de la comparaison avec les professions libérales les mieux structurées : médecin, avocat ou architecte, les rapporteurs dégagent trois axes de travail :

- la formation,
- l'organisation interne,
- le statut social.

● Le recrutement et la formation future des enseignants ne s'effectuent qu'après l'obtention d'un B.A. (Bachelor of arts) ou d'un B.S. (Bachelor of sciences) (c'est-à-dire après quatre ans d'études supérieures) et conduit à la préparation d'un master's degree en deux ans, dont une année « d'internat » dans une école d'application.

● Les enseignants appartiendront à deux catégories : des enseignants leaders possédant un « advanced certificate », des enseignants professionnels certifiés. Les premiers auront des responsabilités d'animation au niveau de l'école. Ils engageront les personnels administratifs et techniciens nécessaires. Ils participeront à l'élaboration des nouveaux standards de certification.

● Les salaires seront augmentés pour se rapprocher des rémunérations des professions libérales.

2. L'environnement professionnel doit favoriser le travail de l'enseignant qui actuellement consacre la moitié de son temps à des tâches subalternes. Il devra donc être secondé par des aides, techniciens et enseignants internes.

3. La certification, dans une période de transition, restera volontaire, mais elle découlera d'un modèle national (élaboré par le « National Board for Professional Teaching Standards »). Les états pourront conserver une procédure spécifique de « Licence », qui autorise l'activité professionnelle dans ses districts. Dans l'avenir

aucun enseignant ne pourra exercer sans être certifié. La formation continue telle qu'elle est conçue (accumulation d'U.V. disparates) sera abandonnée, et réorientée vers la préparation de « l'advanced certificate ».

4. Les écoles reflèteront les besoins locaux : les communautés pourront ouvrir des écoles spécialisées à recrutement de district. Elles auront la responsabilité de hiérarchiser les salaires, mais en s'efforçant d'adopter des règles communes qui favorisent la mobilité des enseignants. Les états et le gouvernement fédéral auront à prendre en charge la compensation des disparités. Il s'agit de créer un marché national pour les enseignants.

Les rapporteurs soulignent en dernier propos que la mise en œuvre de ces recommandations clefs ne pourra être effective qu'avec la collaboration des syndicats d'enseignants, des responsables locaux des états et des étudiants s'engageant dans l'enseignement.

Ces deux rapports, brièvement exposés ici, ont de nombreux points de convergence : allongement de la formation des enseignants, professionnalisation et hiérarchisation du métier dont le modèle est inspiré par les professions libérales prestigieuses. Ce mimétisme a soulevé de vives critiques, dénonçant l'élitisme des rapporteurs qui entendent dans un premier temps concentrer la formation des enseignants dans 125 institutions seulement (soit 10 % des établissements universitaires formant des enseignants), réparties sur tout le territoire (Holmes report). Corporatistes, ces critiques émanent des professeurs de facultés d'éducation, qui voient leur situation menacée par le risque de non-accréditation. Le « Holmes Group » se voit reprocher par ailleurs d'ajouter une institution à celles existantes, qui ont vocation à traiter les mêmes problèmes (American Association of College for Teacher Education, the Association of American Universities, the National Association of State Universities). Le deuxième volet des interrogations soulevées est constitué par la capacité économique du pays à financer une réforme coûteuse, dont le rapport Carnegie évalue les contraintes à 2,8 % d'augmentation annuelle des revenus consacrés à l'éducation sur dix ans. Il s'agira non seulement d'augmenter les salaires enseignants, mais d'embaucher les personnels collaborateurs. Cette mesure conditionne toutes les autres, et particulièrement le défi démographique qu'elle implique.

Jusqu'à la fin du siècle les écoles américaines devront embaucher 200 000 enseignants par an, c'est-à-dire 20 % de tous les diplômés au niveau du B.A. On mesurera la hardiesse du projet, quand on sait que plus de la moitié d'une cohorte d'enseignants démissionne avant sept ans d'exercice, et que 5 % des étudiants de 1<sup>er</sup> cycle déclarent vouloir devenir enseignant. On comprendra mieux la logique systémique du

rapport Carnegie qui insiste pour mettre en œuvre en même temps les mesures clefs. Il s'agira de recruter, de former et de conserver dans le métier les meilleurs enseignants.

Le quatrième défi est de parvenir à promouvoir un nombre suffisant d'étudiants en éducation, issus des minorités, dont les enfants représentent 25 % des élèves des écoles. 50 000 enseignants serait le nombre nécessaire, si on veut assurer le pluralisme culturel de la société américaine et réduire le taux d'échec des enfants des minorités. Compte tenu du faible rendement des écoles secondaires enseignant aux communautés noires ou hispaniques, le doute est permis.

Enfin la multiplicité des projets, dont nous limitons l'exposé aux deux rapports Holmes et Carnegie, pose le très réel problème des choix politiques, de leur mise en œuvre. Il est étonnant dans un pays aussi décentralisé que les États-Unis d'entendre des voix s'élever pour réclamer des décisions au niveau fédéral (1). Les échecs précédents devraient pourtant alerter les décideurs à tous les niveaux, aucun des plans antérieurs n'a pu modifier la qualité de la formation des enseignants et leurs carrières.

L'autonomie de décision dont jouissent les comtés, les villes, ou les états n'a pu en ce domaine inverser une évolution catastrophique, si l'on en croit la littérature critique que suscite le système scolaire actuel.

### *Une logique sociale volontariste*

À s'en tenir à la lettre de ces deux rapports, précédés d'études intermédiaires thématiques, de dizaines de réunions, de rencontres, de visites à travers le pays, on pouvait attendre une approche plus diversifiée de la crise scolaire américaine, qui est fondamentalement mesurée par les performances des élèves et des étudiants, dont les enseignants sont malgré d'élégantes précautions, rendus responsables. Dès lors, l'analyse s'est focalisée sur les déficiences d'une profession qui n'en est pas une, et qu'il faut construire selon des modèles éprouvés.

Historiquement un précédent est valorisé : la restructuration des études médicales (par A. Flexner 1910) (2) qui a donné une forme définitive à la formation des médecins américains. Par exemple, signalons que les études médicales ne commencent qu'après l'obtention d'un B.S., que la formation professionnelle proprement dite a lieu dans les hôpitaux universitaires et que les formateurs sont sur le même terrain, médecins eux-mêmes.

(1) ADAMS (D.M.), HAMM (M.). — « Filling the leadership vacuum: the need for an education plan. » — *Educational record*, 1986, vol. 67, n° 4.

(2) Cité par D. Warren, cf. *Infra*.

Dès lors la logique « de professionnalisation » prend un rôle dominant dans la restructuration du système, comme si les écoles étaient le corps malade soigné par des « charlatans ». La spécificité du métier d'enseignant, et celle du monde scolaire semble donc négligée dans cette logique analytique, qui oublie également l'environnement social. Des critiques « libérales » comme celles de H. Giroux (1) ou de I. Shor (2) dénoncent cette myopie qui ne fait aucun cas des inégalités sociales profondément ancrées dans la société américaine, et s'attaquent au contenu culturel des études supérieures. La logique du « toujours plus » de quatre à six ans de formation se trouve contestée comme fondamentalement reproductrice d'une culture dominante, à l'œuvre dans la production des inégalités, et particulièrement dans les minorités. Il ne s'agit donc pas seulement de renforcer les curricula universitaires, mais de les reconstruire en s'appuyant sur les cultures communautaires. La durée de la formation devient secondaire dans cette perspective.

Les rapporteurs semblent avoir fait peu de cas, dans leur logique analytique, de la marginalisation du travail intellectuel, voire de l'anti-intellectualisme dans la société américaine (R. Hofstadter) (3) qui a abouti à faire de l'enseignement une occupation provisoire, autrefois anti-chambre du mariage pour les jeunes femmes (D. Warren) (4). D'une manière plus générale à quel niveau d'estime se situe le travail intellectuel dans la culture des jeunes américains et de leurs aînés ?

Si le temps de l'action semble venu pour tous les acteurs concernés, qui assumera le pilotage de ces multiples recommandations ? Comment s'opèreront les choix cruciaux ? Le défi fondamental dans le contexte américain est celui de l'acceptation par toutes les communautés, à tout niveau, de la conjugaison de leur autonomie avec des décisions nationales. Rien moins que la citoyenneté, les idéaux démocratiques de la société américaine sont en jeu.

Robert LAURENT

(1) GIROUX (H.), MC LAREN (P.). — « Teacher education and the politics of engagement: the case for democratic schooling » in *Harvard Educational Review*, vol. 56, 3, 1986.

(2) SHOR (I.). — « Equality is excellence: transforming teacher education and learning process » in *Harvard Educational Review*, vol. 56, 4, 1986.

(3) HOFSTADTER (R.). — *Anti-intellectualism in american life*. — New York: Vintage Book, 1962.

(4) WARREN (D.). — « Learning from experience: history and teacher education ». — *Educational researcher*, dec. 1985.